



## UNION DEPARTEMENTALE **FO** DE L'ESSONNE

12, PLACE DES TERRASSES DE L'AGORA 91034 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

TEL : 01 60 78 15 57

mail : [udfo91@gmail.com](mailto:udfo91@gmail.com) - site <http://www.udfo91.fr>

### **RÉSOLUTION DU COMITÉ DÉPARTEMENTAL DU 06 NOVEMBRE 2020**

#### **DE LA CGT-FO DE L'ESSONNE**

Réuni dans un contexte particulier, ce 6 novembre 2020, le Comité départemental de l'UD FO de l'Essonne s'adresse à tous ses syndicats et sections syndicales.

Le Comité Départemental condamne toutes les atteintes aux libertés collectives et individuelles prises par le Gouvernement sous couvert du COVID. Il condamne le non-respect des instances représentatives du personnel sous toutes ses formes par les administrations et les employeurs du privé pour contrecarrer leurs prérogatives et empêcher la défense des intérêts collectifs et particuliers des travailleurs.

Le Comité Départemental condamne la présence de force de police à l'entrée et à l'intérieur des établissements scolaires et la répression féroce organisée contre les mobilisations lycéennes.

Le Comité Départemental constate l'organisation de licenciements collectifs et individuels par certaines entreprises, ce qui est inacceptable. Ces mêmes entreprises qui ont bénéficié d'aides de l'Etat, d'exonérations de cotisations sociales, et de dérogations en tout genre pour diminuer le coût du travail et dégradant les conditions de travail.

Le Comité Départemental condamne également les milliers de licenciements annoncés par des entreprises qui se livrent une guerre folle dans la course au profit et celles plus petites qui sont liquidées par la politique du gouvernement au profit des grands groupes.

Le Comité constate l'appauvrissement d'une grande partie de la population et l'énorme augmentation du recours aux associations qui distribuent repas, vêtements, produits d'alimentation et de première nécessité.

Le Comité condamne le pillage de la Sécurité Sociale par le Gouvernement qui lui fait supporter des dépenses qui ne lui incombent pas, alors qu'elle est déjà affaiblie par les exonérations de cotisations sociales. Il dénonce le discours qui exige de "redéfinir la trajectoire des dépenses sociales" ce qui aura pour conséquences : moins de remboursement pour les assurés sociaux, toujours plus d'exonérations de cotisations et toujours plus de coupes dans les hôpitaux. Déjà, les complémentaires santé annoncent une augmentation en moyenne de 5 % de leurs cotisations. C'est la privatisation organisée de la Sécurité Sociale. Le Comité Départemental exige l'arrêt des exonérations de cotisations.

Le Comité Départemental se félicite de la résistance qui s'organise par les salariés du public comme du privé, bien souvent avec leurs organisations syndicales, qui rejettent toute cette politique néolibérale au service de la Troïka, et qui obtiennent des résultats. C'est le cas des enseignants du lycée Doisneau qui ont menacé de faire grève (avec des dizaines d'autres lycées) et qui ont obtenu le maintien de leur prime ZEP (97€ par mois). C'est le cas dans l'action sociale pour l'obtention de la prime Covid de 1500 euros. Ainsi que dans la compagnie de bus Keolis Seine Val de Marne qui appelle à la grève le 12 novembre pour l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail pour assurer la sécurité sanitaire et physique des chauffeurs de bus.

C'est dans ce cadre que le Comité rejette et revendique l'arrêt de l'ensemble des mesures liberticides engendrées par le Gouvernement Castex.

Le Comité condamne l'incohérence des décisions relatives à la fermeture des cafés, des restaurants, et des commerces de proximités, de rayons de produits culturels en laissant le champ libre aux enseignes de la grande distribution et en particulier des entreprises du E-commerce, ce qui menace des milliers d'emplois de salariés.

Le Comité condamne l'interdiction de rassemblements familiaux, festifs et autres manifestations et le confinement partiel et autres couvre-feux, pendant que les écoles sont bondées d'élèves, de personnels de l'éducation nationale, que les transports sont bondés de salariés se rendant sur leur lieu de travail sans pouvoir respecter les distanciations préconisées par ce même Gouvernement.

Le Comité constate que ce Gouvernement n'a aucune cohérence dans sa politique, menace notre sécurité sanitaire et alimente la crise économique installée depuis de nombreuses années.

Le Comité Départemental considère que le gouvernement doit satisfaire immédiatement les revendications urgentes :

- ✓ Arrêt des suppressions d'emplois
- ✓ Suppression de l'état d'urgence et retrait des forces de police des établissements scolaires
- ✓ Arrêt des subventions aux grands groupes
- ✓ Arrêt des exonérations de cotisations à la Sécurité Sociale
- ✓ Prise en charge à 100 % des dépenses liées à la dépendance dans le cadre de l'assurance maladie de la Sécurité Sociale
- ✓ Remboursement à la Sécurité sociale des milliards volés
- ✓ Maintien des hôpitaux de Juvisy-sur-Orge, d'Orsay et de Longjumeau menacés
- ✓ Retrait définitif de leur projet de contre-réforme de retraite universelle par point,
- ✓ Annulation de la réforme de l'Assurance chômage,
- ✓ Augmentation des budgets de fonctionnement des hôpitaux, avec réouverture des lits et création de postes
- ✓ Renforcement des effectifs des personnels de l'éducation nationale pour, notamment, assurer les moyens nécessaires aux enseignants de donner une instruction à tous les élèves
- ✓ Respect de la laïcité dans les établissements scolaires, celle de la loi de 1905 et en premier lieu que l'argent public finance l'école publique et que l'argent privé finance l'école privée.
- ✓ Respect de l'exercice du droit syndical
- ✓ Augmentation des salaires, des retraites et des pensions des fonctionnaires,
- ✓ Augmentation des minima sociaux, du SMIC en obligeant sa répercussion sur l'ensemble des grilles salariales du privé

Le Comité se joint à toutes les Fédérations, Unions Départementales FO qui revendiquent 183€ pour tous, public – privé. Les personnels hospitaliers ont démontré que c'est par la mobilisation que l'on obtient des avancées notables, ce qui n'empêche pas de continuer à revendiquer. L'austérité, ça suffit.

Le Comité soutient toutes les actions engagées par les syndicats et sections syndicales de l'union Départementale, en particulier, le Comité soutient les grèves décidées par les personnels enseignants, ainsi que par les salariés des transports de l'Essonne.

Dans cette atmosphère délétère, le Comité Départemental appelle ses syndicats et sections à ouvrir la discussion, le plus largement possible, sur les bases de la résolution du Comité Confédéral National (CCN) de la CGT-FO réuni les 23-24 septembre derniers :

**« Le CCN mandate le bureau confédéral pour soumettre aux autres confédérations un projet de mise en garde adressé au gouvernement et au patronat : « Ni les salariés ni leurs organisations syndicales ne peuvent accepter davantage que les emplois, les salaires et les garanties collectives soient systématiquement sacrifiés au motif de la crise sanitaire pendant que des milliards d'euros sont déversés, à guichets ouverts, dans la trésorerie des grandes entreprises sans aucune contrepartie ou obligation. De même, les salariés et leurs organisations syndicales ne peuvent accepter davantage que les réformes des retraites et de l'assurance chômage restent à l'ordre du jour. »**

***L'heure est à la préparation urgente du rapport de force interprofessionnel.***

***Alors que nombre de salariés se sont tournés et se tournent vers les syndicats FO ou nos représentants dans les départements, le CCN appelle l'ensemble des structures, syndicats et sections syndicales FO à réunir leurs instances et leurs adhérents, à tenir les salariés le plus largement informés, à établir, faire connaître et porter leurs revendications. »***

Adoptée à l'unanimité